



COMMUNE  
DE  
BERCHER

REGLEMENT SUR LA CIRCULATION  
ET LE STATIONNEMENT  
DANS LE VILLAGE ET SES ABORDS

But

Article premier - Le présent règlement a trait à l'application, dans le village et de ses abords, des législations fédérale et cantonale sur la circulation routière particulièrement en ce qui concerne le stationnement.

Sont réservées les dispositions de droit fédéral ou cantonal régissant ces matières.

Autorités compétentes  
Municipalité

Article 2 - la Municipalité est compétente pour :

- a. édicter les prescriptions d'application du présent règlement ;
- b. prendre les décisions qui lui sont dévolues par la loi sur la circulation routière et ses dispositions d'application ;
- c. instaurer un système de stationnement privilégié et en arrêter les conditions ;
- d. fixer les taxes et émoluments perçus en vertu du présent règlement, notamment pour :
  - i. les "macarons" délivrés pour les stationnements privilégiés ;
  - ii. la réservation de places de parc sur le domaine public ;
  - iii. l'autorisation d'entreposer certains véhicules sur le domaine public ;
  - iv. le déplacement de véhicules et leur mise en fourrière; statuer sur les recours.
- e. fixer les taxes et émoluments perçus en vertu du présent règlement.

Article 3 - La Municipalité fait placer les signaux et tracer les marques relatifs aux décisions qu'elle prend, l'approbation de l'Autorité cantonale étant réservée.

Article 4 - la Municipalité est compétente pour l'octroi, le refus ou le retrait des autorisations de stationnement privilégié.

Occupation abusive  
du domaine public

Article 5 - L'occupation abusive du domaine public par certains véhicules est interdite, sauf autorisation accordée par Municipalité;

Il y a occupation abusive du domaine public lorsque :

- a. un véhicule automobile, une roulotte, une caravane ou une remorque est laissé sur une voie ou une place publique plus de temps que celui autorisé par signalisation ou plus de 72 heures consécutives pour les places non réglementées ;
- b. un véhicule y est garé manifestement à des fins de publicité.

Sont réservées les dispositions légales et réglementaires relatives aux procédés de réclame, à la police des constructions et à la loi sur les campings et caravanings résidentiels.

## Stationnement

Article 6 - La Municipalité peut, à titre exceptionnel, autoriser la réservation, pour une durée limitée, de places de parc sur le domaine public.

Article 7 - Le stationnement des véhicules est interdit sur les terrains engazonnés ou herbeux, à moins que le propriétaire du sol ou qu'une signalisation ne l'autorise.

Sont réservées les mesures qui peuvent être prises par la Municipalité ou par la police dans des cas particuliers.

Article 8 - Aux endroits où la demande de places de parc dépasse les possibilités de parcage, la Municipalité peut réglementer la durée du stationnement pendant certaines heures ou en permanence.

Elle peut également la soumettre à une taxe, perçue au moyen d'un parcomètre ou d'un autre système de contrôle.

## Stationnement privilégié

Article 9 - Peuvent bénéficier du stationnement privilégié :

- a. les personnes inscrites auprès du contrôle des habitants et dont le logement est situé dans le secteur concerné, pour les voitures automobiles légères immatriculées à leur nom ;
- b. les entreprises ou les commerces, établis le long des rues du secteur concerné, pour les voitures automobiles légères immatriculées à leur nom ou à ceux de leurs employés, et dont l'usage est indispensable à leur activité ;
- c. le personnel communal et les enseignants.

## Demande et autorisation

Article 10 - Les personnes bénéficiant du droit d'obtention de stationnement privilégié et désirant une autorisation en font la demande auprès de la Municipalité, en remplissant une formule spéciale.

La requête doit être accompagnée d'une photocopie du permis de circulation.

Si la Municipalité a des doutes sur le sort à donner à une demande, elle peut exiger toutes autres preuves utiles.

Lorsque le requérant remplit les conditions fixées, il lui est délivré « un macaron » dont la validité ne peut excéder une année. Ce « macaron » porte les indications suivantes : année de sa délivrance, mois pendant le(s)quel(s)il est valable, numéro minéralogique du véhicule du bénéficiaire, le secteur où il peut être utilisé. Toute décision refusant une autorisation est notifiée par écrit au requérant. Elle est succinctement motivée; elle mentionne en outre les voie et délai de recours.

## Portée

Article 11 - L'autorisation permet le stationnement des véhicules autorisés pour une durée dépassant celle signalée mais au maximum 2 jours consécutifs, à la condition qu'ils soient parqués dans le secteur concerné à l'intérieur des cases distinctes, et que le « macaron » soit apposé de manière visible et selon le règlement derrière le pare-brise.

Elle ne confère aucun droit à l'attribution d'une place de stationnement; sont au surplus réservées les restrictions temporaires de circulation, décidées par la Municipalité.

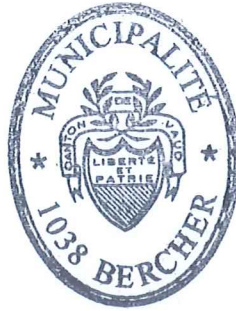
Taxe	<p><u>Article 12</u> - La Municipalité édicte le tarif des taxes dues pour les autorisations spéciales. La validité est d'un mois, de 3 mois, de 6 mois ou d'une année.</p> <p>Le montant de la taxe est perçu lors de la délivrance du « macaron » pour l'entier de la période de sa validité.</p> <p>En cas de restitution du « macaron » avant la fin de cette période, le montant de la taxe perçu en trop est remboursé prorata temporis, le mois en cours comptant pour un mois.</p> <p><u>Article 13</u> - Les taxes perçues pour le stationnement privilégié sont versées aux recettes d'un compte affecté de la comptabilité communale de telle manière que les sommes encaissées compensent le coût d'aménagement, d'entretien et de contrôle des cases de stationnement, ainsi que le financement de toutes mesures propres à la réglementation de la circulation et du stationnement dans le village et ses abords.</p>
Restitution	<p><u>Article 14</u> - Lorsque le bénéficiaire ne remplit plus les conditions de l'autorisation, il doit en aviser sans délai la Municipalité et restituer le « macaron » qui lui a été délivré.</p>
Retrait	<p><u>Article 15</u> - L'autorisation est retirée :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. lorsque le bénéficiaire ne remplit plus les conditions de l'article 9 ci-dessus ;</li> <li>b. lorsque le bénéficiaire fait un usage illicite de son autorisation (modification ou reproduction du « macaron » pour un autre véhicule, etc.). Dans ce cas, l'entier de la taxe reste dû à la Commune.</li> </ol> <p><u>Article 16</u> - Les infractions au présent règlement et aux mesures prises en matière de circulation routière sont passibles des peines de la compétence municipale et sont poursuivies conformément aux dispositions de la législation vaudoise sur la circulation, de la loi sur les sentences municipales et du règlement général de police.</p>
Recours	<p><u>Article 17</u> - Toute décision prise par la Municipalité en application du présent règlement, peut faire l'objet d'un recours à la Municipalité dans les dix jours, conformément à l'article 12 du règlement communal de police du 1er novembre 1989.</p> <p>Les décisions de la Municipalité peuvent être portées devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, conformément aux dispositions de la loi sur la procédure administrative.</p>
Entrée en vigueur	<p><u>Article 18</u> - La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur des présentes prescriptions après leur approbation par le Chef du département de l'intérieur.</p>

Adopté par la Municipalité de Bercher dans sa séance du 2 mars 2009

Le Syndic :



Pascal Wulliamoz



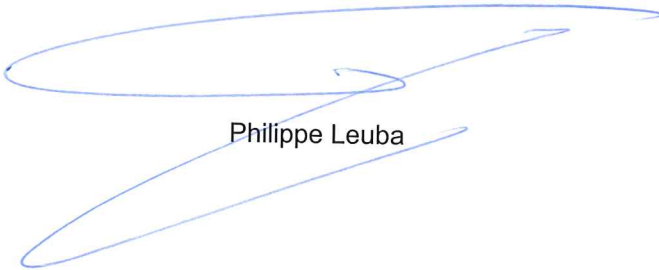
La Secrétaire :



Ludmilla Sapin

~~Approuvé par le Service des Communes et des Relations Institutionnelles – Département de l'Intérieur – le~~

Approuvé par le Chef du Département de l'intérieur, le 12 juin 2009



Philippe Leuba

